

L'offensive des néo-conservateurs

Par **Juliette Grange**

Agrégée de philosophie, docteur d'État, Université François Rabelais, Tours

La société française a beaucoup évolué ces dernières décennies en matière de mœurs et de valeurs. Mais le désarroi qui la frappe la rend plus sensible à une nouvelle présentation d'idées anciennes qui tentent de réinvestir le débat intellectuel.

Depuis les années 2000, des groupes jusqu'alors discrets (Ichtus, Institut Montaigne, Opus Dei) ciblent le "grand public éclairé" en faisant croire que les idées passéistes et réactionnaires, voire fantaisistes, sont l'objet des recherches les plus sérieuses.

On a assez fréquemment analysé les mouvements d'extrême droite populiste et traditionalistes et leur reviviscence récente en France et partout en Europe, mais un mouvement puissant, étranger à l'histoire politique européenne, s'est fait jour depuis la fin des années 1990. Il s'agit d'un néo-conservatisme "à la française", qui a d'abord eu une expression savante et très souterraine dans le champ intellectuel en sciences humaines et sociales, en philosophie et particulièrement en philosophie des sciences. Dans la réalité institutionnelle, dans la structuration des équipes de recherche, l'attribution des crédits, des postes et des bourses ou allocations de recherche, les financements des publications et des doctorats, un certain nombre de groupes, agissant souterrainement dans les instances publiques les plus prestigieuses et largement soutenues par des fondations installées à l'étranger, a transformé profondément et façonné idéologiquement quelques champs disciplinaires, dans des disciplines de taille modeste, comme la philosophie, mais à haute valeur symbolique.

On veut montrer ici que cette mainmise fait partie d'un plan d'ensemble, dont le cœur concerne les réformes des systèmes d'enseignement et de recherche, et qui s'attaque aux fondements républicains et laïques de nos sociétés politiques.

Cette attaque peut être analysée en trois strates :

– premièrement, une stratégie de conquête des institutions universitaires et de recherche. L'objectif étant de prendre en main, à petit bruit, un certain nombre d'institutions de formation et de recherche dans des domaines clés où il importe de former les futures élites et décideurs : l'éthique médicale, la philosophie des sciences sont des secteurs particulièrement touchés ;

– deuxièmement, former l’opinion par exemple en imposant des thèmes dans la grande presse de vulgarisation (*Sciences et vie, Le Monde des religions,...*) autour de sujets comme Dieu, la quête de sens, les nouvelles sciences, etc. Diffuser un argumentaire anti moderne sur le Net et tenter également d’imposer cet argumentaire dans les médias, voire dans des productions grand public. Il s’agit alors en s’appuyant rhétoriquement sur l’existence d’une production savante (par exemple en philosophie morale), d’en répandre une version populaire dans le corps social à partir de blogs, de revues, de groupes militants. Persuader nos décideurs politiques qu’affirmer publiquement qu’il y a des racines chrétiennes à l’Europe, ou des lois divines supérieures aux lois humaines et permettant de les contester, peut leur attirer un succès électoral ;

- troisième strate, donner une expression politique à ce supposé “mouvement social spontané” en étendant les mots d’ordre anti-laïques, à la fois ultra conservateurs et ultra libéraux. Des mouvements comme *La Manif pour Tous* ou le *Printemps français* témoignent de cette émergence. Sur le mode du *Tea Party* américain, il s’agit autant de peser sur la vie politique en général que sur la Droite républicaine et de la prendre en otage. Il s’agit de faire imposer par l’État des mots d’ordre fondamentalistes, anti-laïques et anti étatistes (paradoxal, mais efficace et dans la lignée de certains courants d’extrême droite – voir l’Espagne et le rôle de l’Opus Dei au sein du P.P.).

Il faut donc d’abord comprendre d’où vient ce néo-conservatisme et comment il s’est structuré, en particulier aux États-Unis, car c’est un courant de nature très particulière. Si plusieurs ouvrages excellents abordent de manière critique la mondialisation ultralibérale (1), on compte sur les doigts d’une main les études prenant pour objet la synthèse très originale entre une forme particulière de retour aux valeurs réactionnaires (opposées à la Révolution française, à la laïcité, voulant restaurer “les valeurs”) et une doctrine économique néo-libérale (2). Dans *Néo-conservatisme, autobiographie d’une idée*, Irving Kristol fait remonter l’origine du mouvement aux années 1968-70 et le présente à juste titre comme une “réaction” à une forme de contre-culture intellectuelle ; celle qui a popularisé la défense des minorités, la protection de la nature, le féminisme, l’attachement à l’État de droit, l’hédonisme, les services publics et sociaux, la contraception, ... tous ces éléments associés auraient fixé une idéologie pour les classes moyennes instruites, en particulier à l’Université.

Norman Podhoretz, reprenant les idées de Gramsci dans une perspective réactionnaire, affirme vouloir avec le courant néo-conservateur produire une contre-culture de la contre-culture, une forme de nouvelle lutte des classes visant à détruire la classe moyenne, en particulier les fonctionnaires, surtout les fonctionnaires instruits, les “ingénieurs sociaux”, au premier rang d’entre eux, les enseignants (3).

Le néo-conservatisme “à la française” conserve les traits de cette origine, il veut inspirer les politiques gouvernementales, tout en ayant un sens différent du fait de l’histoire institutionnelle française, mais son *modus operandi* est, sur de nombreux points, semblable.

En tant qu’école intellectuelle à vocation idéologique, il est plus diffus, plus théorique aussi. Le néo-conservatisme américain a produit en Europe ne branche spécifique dont le développement est très récent. Celui-ci vise bien, comme son inspirateur américain, une prise de pouvoir intellectuelle avec l’objectif d’une révolution culturelle et sociale. Néanmoins, son sens politique est un peu différent, du fait entre autres de l’histoire de l’Église catholique et de son rôle, en France et dans les pays latins en particulier. «La théorie a été en particulier mise en pratique au travers du travail et de l’activisme d’Irving Kristol, le parrain du néo-conservatisme, qui, dans les années 70, dans un essai influent – peut être l’essai le plus influent écrit au 20^e siècle aux États-Unis – adressée aux cadres et aux Présidents des fondations, signalait la nécessité de s’engager dans la défense du capitalisme contre la gauche en finançant délibérément la théorisation et l’activisme de droite. Notez que dans la politique de Kristol, comme dans toutes les théories politiques néo-conservatrices, “le peuple” n’existe que pour être manipulé par les uns ou par les autres. Depuis lors, cette supposition est devenue le fondement idéologique de toute activité néoconservatrice. » (4)

Comme son homologue d’outre-Atlantique, il s’oppose rhétoriquement au constructivisme “artificialiste” moderne, tout en étant lui-même une construction volontaire extrêmement offensive et polémique. Il présente de forts traits de parenté avec ce à quoi il prétend s’opposer (le marxisme, l’étatisme, le modernisme). Il est brutal, conquérant, agressif et contrairement aux apparences vise la prise de pouvoir, non le débat d’idées ou la polémique intellectuelle. (5) Il nous paraît important de l’identifier et en particulier de délimiter nettement conservatisme et néo-conservatisme, libéralisme et néo-libéralisme. Le néoconservatisme est étranger au conservatisme usuel et également au populisme réactionnaire et nationaliste des partis d’extrême droite. Ce

conservatisme new look se présente en effet lui-même comme une rupture novatrice et non comme une continuité. Il se dit dynamique et producteur de transformations à venir. Yves Roucaute, qui est l'un de ses théoriciens en français, le décrit comme « une philosophie joyeuse qui retrouve le sens de l'histoire ».

*Par ailleurs, la place de la philosophie et des sciences humaines, l'histoire intellectuelle et politique sont, dans notre pays, différentes de ce qu'elles ont été outre-Atlantique. Le champ de la philosophie et des sciences humaines ayant plus directement un rôle politique en France, les institutions d'enseignement et de recherche dans ces domaines ont été l'objectif premier de ces nouveaux idéologues décidés et organisés. Certes, il ne s'agit là que d'une partie du travail néo-conservateur. Si celui-ci a pour vecteur principal la production d'une "culture" et la prise de pouvoir idéologique, son véritable but est bien politique et ultra-libéral. La "réforme de l'État", c'est-à-dire l'imposition à la société et à l'État lui-même des modalités de fonctionnement de l'entreprise, s'accompagne dans le projet néo-conservateur de la restructuration de la société autour des valeurs antimodernes.

L'alliance effective entre la "liberté" de l'acteur économique et le retour à l'ordre moral et social est un projet politique et social, cohérent et complet. Ce projet juxtapose les convictions ultralibérales de l'élite des décideurs et des experts à la nécessité d'un retour aux valeurs morales et religieuses des masses, retour qui aura pour but également de permettre à ces masses d'accepter le sort social et économique qui vient en conséquence de l'ultralibéralisme capitalistique.

Une prise de pouvoir intellectuelle.

Les sciences ont été le vecteur de la construction des formes modernes de vie individuelle ou collective et de la sécularisation.

De Galilée à la révolution industrielle jusqu'aux avancées récentes en biologie, physique ou sciences humaines, pour le meilleur souvent et parfois pour le pire, elles furent le moteur d'une auto-transformation décisive et irréversible des sociétés humaines. Elles ne couvrent pas le champ entier de la culture, heureusement d'ailleurs, la politique, l'éthique, les arts demeurent des lieux de questionnement critique nécessaire.

La philosophie des sciences, quant à elle, spéculé sur les définitions de la rigueur scientifique, le rôle de l'expérimentation, le degré de

mathématisation, etc., et tente d'extraire de l'histoire complexe des sciences quelques constantes méthodologiques.

La philosophie française des sciences, des Encyclopédistes du XVIII^e siècle à Auguste Comte, de celui-ci à Bachelard et Canguilhem, tente de plus d'évaluer le rôle des sciences dans la transformation de la société, dans le processus de laïcisation de la morale.

En France et en Europe, depuis une bonne décennie, dans ce champ un peu assoupi de la philosophie des sciences, on peut observer cependant un bouleversement souterrain. Au premier abord, on a en effet l'impression que l'épistémologie anglo-saxonne a simplement essaimé avec retard sur le continent européen, mais à y regarder de plus près, on s'aperçoit qu'il ne s'agit pas seulement d'un renouveau théorique tardif de la discipline. Les quelques dizaines de spécialistes de la philosophie des sciences semblent en proie à une étrange mainmise. Des productions doctrinales neuves, assez sophistiquées dans leur présentation, égrainent en ensemble de propositions dont la cohérence n'apparaît pas d'emblée et qui laisse la spécialiste que je suis perplexe. On y parle de réalisme, d'intuition, de logique, d'empirisme, de rationalité, quoi de plus normal dans un tel champ ? On verra que la cohérence de cet ensemble tient souvent pourtant dans la proposition du renversement du rôle modernisateur et sécularisateur des sciences, qu'il s'agit essentiellement de reconsidérer – négativement – la modernité, le rapport entre science et foi, le partage entre le comment et le pourquoi. Et que le sens des mots est parfois perverti, voire inversé par rapport au sens usuel moderne hérité des Lumières.

Ce renversement s'énonce par le biais de productions théoriques dispersées (philosophie de la logique, épistémologie des sciences cognitives, de la biologie, relecture de l'affaire Galilée, colloques sur la théorie de l'évolution (6) ou la cosmologie (7)). Loin de se présenter comme des ouvrages apologétiques ou religieux, ces travaux se déguisent habilement d'une triple légitimité : celles des sciences, de la philosophie et de la spiritualité.

Dans ce domaine autrefois discret de la philosophie des sciences en France, l'arrivée d'une série de travaux et d'équipes qui s'expriment en anglais et se veulent en rupture avec la culture philosophique continentale, rupture mise en scène et "scientificité" revendiquée, a permis que les institutions existantes d'être arraisonnés sans délai. C'est pourtant le statut de la modernité dans son ensemble qui est mis en cause et attaqué. « Les découvertes scientifiques du XX^e siècle ébranlent aujourd'hui sérieusement les assises conceptuelles, non seulement de

l'humanisme traditionnel des Érasme et des Budé, mais aussi de l'ontologie des Galilée, Descartes et Newton. Un grand effort de quête de cohérence est nécessaire. » (8) L'aspect sécularisant et émancipateur de la scientificité moderne, tel que l'*Encyclopédie* de Diderot et d'Alembert ou le philosophe français Auguste Comte le célébrèrent, est radicalement évacué, comme “obsolète”, “réducteur”, “séparationniste” de la science et de “l'esprit”.

Cette construction peut paraître assez confuse et parfois naïve, improbable aux yeux des véritables scientifiques ou philosophes. Elle forme pourtant un discours répétitif, constant, prégnant dans un réseau activiste d'associations (de philosophie des sciences en particulier – par exemple l'European Society for the Study of Science and Theology, ESSAT), de colloques d'ontologie métaphysique, et a l'ambition de s'imposer aux institutions scientifiques (imposition en partie réalisée en France) dans le champ de la philosophie des sciences (l'Académie des sciences morales et politiques, l'Institut d'Histoire et de Philosophie des Sciences et des Techniques, le département d'éthique médicale de Marne-la-Vallée, le réseau Blaise Pascal (9), le département de philosophie de l'Université de Genève, l'Université catholique de Lyon, certains séminaires de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales ou des ENS, ... sembleraient relever de cette tendance).

Les institutions publiques françaises d'enseignement, des Universités au Collège de France en passant par le CNRS (où sont entrés de nombreux théologiens, y compris dans les sciences “dures”), par le vecteur d'une discipline mineure (la philosophie des sciences) et d'une série d'enseignements ou de séminaires qui s'intitulent épistémologie (10), souvent aussi sous le couvert des sciences cognitives ou d'une forme de philosophie générale rebaptisée “métaphysique” (par exemple les productions de Frédéric Nef à l'EHESS), sont ainsi mises au service d'un projet idéologique religieux masqué.

La philosophie en général et plus particulièrement la philosophie des sciences, discipline discrète, se voit investie indirectement d'une fonction.

Dans les institutions, elle est l'enjeu d'une mainmise néo-conservatrice, d'une forme de Reconquista neuve dans le champ politique français. Sous la proposition de ce retour au “sens”, se trame autre chose que des préoccupations spirituelles : une mise en cause orchestrée et concertée des valeurs modernes, du progressisme, de ce qu'il est convenu d'appeler les Lumières, laïcité et sécularisation y compris. Des discours du Pape aux officines spécialisées (Université Interdisciplinaire de Paris), des

départements de philosophie aux revues de vulgarisation, des colloques de philosophie des sciences aux livres grand public (cf. *Le Visage de Dieu*, best seller récent des Bogdanov), le retour à la tradition est présenté comme une novation, une clameur s'élève : retour au “sens”, éthique, mystère divin, réenchancement du monde (11).

Sommes-nous devant un retour à la pensée traditionnelle ou contre-révolutionnaire ? S'agit-il d'un retour au Moyen Âge ? Pas vraiment, même si une branche importante de cette tentative d'O.P.A. est directement théologique et utilise une forme rénovée de thomisme (le thomisme analytique supposé fonder un réalisme philosophique et scientifique, un naturalisme ou une philosophie de la nature s'opposant au “constructivisme” moderne).

Nos nouveaux “nouveaux philosophes des sciences”, nos sociologues des “Êtres sociaux” et de la “neuroéconomie”, cultivent au contraire un petit air “high-tech” et tentent de faire figure d'experts post-post modernes plutôt qu'anti-modernes. C'est l'avancée de la recherche en physique, en astrophysique, en biologie qui provoquerait, affirment ces habiles rhétoriciens qui ont pris souvent la précaution d'être diplômés, un retour au “sens”, un nouveau dialogue entre la foi et la raison (12).

L'ignorance du public, la complexité volontaire cultivée de certains textes, l'indifférence des scientifiques pour qui ces productions sont sans intérêt, l'ésotérisme du vocabulaire, la rhétorique de la novation, la prospérité financière des structures publiques ou privées qui promeuvent ces idées, l'entrisme politique habile, permettent à ce qui est peu cohérent philosophiquement, mais idéologiquement conséquent, de s'imposer, particulièrement dans le cadre de la politique universitaire depuis 2007 qui vise à liquider la philosophie dans sa dimension critique et pluraliste et les disciplines de culture (inutiles comme l'étude de *La Princesse de Clèves*).

Si l'origine de ce mouvement fut outre-Atlantique, dans certains *think tanks* et associations (13), son succès en France est particulièrement spectaculaire récemment, lorsque les restrictions budgétaires et l'assèchement des débouchés menacent l'existence même des départements de philosophie et des équipes de recherche en Sciences Humaines et Sociales. Se présentant comme “scientifique” et plus rigoureuse que la philosophie “littéraire” ou “continentale”, brouillonne et “dépassée”, forte de ses nouveaux outils (la logique en particulier), la nouvelle philosophie n'est plus ce qui questionne, mais ce qui dit la vérité des choses.

Le “nouveau paradigme” s'impose silencieusement, invisible, caché dans la débâcle à laquelle sont soumis des pans entiers des sciences humaines. Si sa cohérence intellectuelle est faible, malgré l'auto-proclamation d'une supériorité, il est idéologiquement cohérent (l'extinction des Lumières, de la laïcité des institutions et de l'État et du processus démocratique) et non sans conséquences sur les politiques publiques en France. En effet, la définition de normes naturelles en morale, de normes sociales inscrites dans les neurones – entre cognitivisme et thomisme – ou la proclamation de l'existence d' “Êtres sociaux” non issus d'un contractualisme ou de l'histoire (Frédéric Nef), débouchent à la fois sur des expressions sophistiquées des positions du Vatican et de l'évangélisme radical en ce qui concerne le statut de l'embryon par exemple, et sur une justification d'un argumentaire néo-libéral en économie: l'opposition farouche au service public d'éducation ou encore à toute fiscalité, à toute régulation du monde économique par l'État (14).

Former l'opinion Des innombrables blogs plus ou moins confessionnels ou néo-conservateurs agitant la question des rapports entre science et croyance, alliant ultra libéralisme économique et conservatisme moral et religieux, jusqu'à l'Académie internationale de philosophie des sciences (qui appartient à l'Institut international des sciences théoriques, étrange officine fondée en Belgique par le Père Stanislas Isnard Dockx dont l'objectif est de réaliser « un effort de synthèse entre “Science”, “Philosophie” et “Théologie” » et auquel appartiennent de nombreux enseignants des Universités françaises, du CNRS, du Collège de France même et des Académies – des sciences et des sciences morales et politiques), jusqu'aux prises de décisions plus directement politiques et aux prises de pouvoir (par financements interposés) dans la presse de vulgarisation et l'édition, se dessine une volonté préoccupante qui met en péril la liberté de penser.

Cette volonté ne se limite pas à une mainmise intellectuelle. Il faut comprendre qu'elle n'est que l'outil d'un processus d'un autre ordre. Il s'agit de formater l'opinion, non pas en transmettant ou en enseignant directement des connaissances, mais de se servir du prestige de la recherche (dans les grandes institutions) pour justifier et légitimer des actions et des convictions purement idéologiques. Ils pensent étayer à partir de cette opinion le mouvement social qu'ils appellent de leurs vœux et que les groupes de pression dont ils sont les alliés travaillent à construire.

« La méthode des néos consiste à prendre en tenaille les centres de décision politique. Ils apparaissent comme fournisseurs d'idées et très souvent comme conseillers du Prince. Si certains d'entre eux exercent de hautes fonctions, ils y sont généralement parvenus par un parcours de bureaucrates, et grâce aux alliances du réseau. Aucun n'est connu pour ses prouesses électorales.

Mais tous ont compris le pouvoir du second bras de la tenaille : les médias. Excellents pédagogues, ils peuplent les plateaux de télévision, gagnent le soutien des barons de la presse comme Murdoch, fournissent des versions pour tout public de leurs théories. » (15)

C'est ainsi que sont répandues sur Internet, dans les revues de vulgarisation, dans les médias en général, des thématiques comme le retour de Dieu (pas un numéro sur l'Univers sans que la parole soit donnée à un spécialiste de "théologie rationnelle" (sic)), la naturalité des normes sociales ou du marché ("l'ordre naturel"), la nécessaire "liberté" de l'éducation dans un État républicain présenté comme quasi totalitaire, ou la ringardise d'une laïcité française liberticide, voire blasphématoire, et encore la vaine prétention des sciences modernes (depuis Galilée) à expliquer le monde, sciences à qui il faut d'urgence fixer une nouvelle "quête de sens". On peut désormais, en France, organiser dans un laboratoire du CNRS un colloque défendant le créationnisme biblique, sans que personne n'y trouve à redire.

On voit bien là la spécificité du néoconservatisme, dont l'origine n'est pas populiste, et dont les cadres, souvent très diplômés, ont une véritable connaissance des médias et savent les utiliser avec une très grande efficacité.

Et ce n'est pas un hasard si le combat s'est initié et a prospéré sur Internet, si le choix des mots d'ordre, des slogans et dénominations et très habilement conçu et réfléchi. Nous sommes là tout à fait aux antipodes d'un mouvement spontané sur une base populaire, loin du poujadisme, de l'activisme violent du lepénisme. Il s'agit plutôt d'une guerre des idées "high tech", menée au travers des outils de communication, qui habilement met en scène une soi-disant indignation sociale vis à vis de la laïcité "oppressive" des croyances religieuses, d'un État liberticide et confiscatoire, d'un service d'éducation idéologique et quasi totalitaire.

Donner une expression politique

On peut se demander quelle est la nature politique d'un mouvement comme *Familles en colère* qui a défilé récemment à Nantes et aussi plus généralement comment est né le *Printemps français* ou la *Manif pour tous*. Qui sont ceux qui s'opposent au gouvernement hors partis et syndicats et hors des formes classiques de la vie politique, bien qu'ils soient liés à l'extrême droite ? Ils se déchaînent sur le Net et dans la rue, par le sifflet et les insultes, l'attaque *ad hominem*, en des termes qui appellent à l'insurrection antiétatique (16). Une sorte de "rébellion de masse" (17) qui cherche une expression politique après avoir transité par le domaine de la culture, par l'organisation très concertée et s'appuyant sur des maillages maîtrisés de groupes locaux, du fait de la difficulté d'attaquer de front la Constitution et les institutions républicaines. Antidémocrates, anti-institutionnels et anti-intellectuels, ces manifestants sont étrangers à la droite classique ou républicaine. Il s'agit pourtant bien de renverser le progressisme, la modernité, les avancées sociales de la seconde moitié du XX^e siècle. Un certain Philippe Darantière (*Monde et vie*, avril 2013) déclare : « Il n'existe pas d'autre solution que d'imposer à ce mouvement une certaine radicalité qui servira aussi d'avertissement à la classe politique de droite. » Du jamais vu et entendu en France depuis les années 1930. Il s'agit véritablement d'une contestation du libéralisme politique moderne.

Présenté comme un "mouvement populaire spontané de résistance" à – pêle-mêle –, "la théorie du genre" (laquelle ?), à l'impôt et toute régulation de l'économie, au mariage des homosexuel(le)s et à la forme républicaine des lois et de l'État, ce qui n'est pas (encore) un parti est en fait en préparation depuis longtemps. S'il devient soudain visible, il constitue le coming out d'un ensemble idéologique mis en œuvre patiemment et systématiquement depuis plusieurs décennies. Ce néo-conservatisme s'est efforcé d'inspirer la politique gouvernementale sous la présidence de Nicolas Sarkozy. Emmanuelle Mignon, Patrick Buisson, Claude Guéant tentant d'influencer le Président lui-même (*La République, les religions, l'espérance*, Cerf, 2004) avec l'idée d'une "laïcité positive" qui reviendrait à laisser s'exprimer politiquement et publiquement les religions (en France principalement la religion catholique).

Certes, le but de l'église catholique est bien, par le lobbying politique et l'influence sur les élites intellectuelles, de peser sur les politiques publiques et le contenu des lois (il s'agit bien de revenir sur l'égalité de genre, le droit à l'avortement et à la contraception, le divorce, le respect de l'homosexualité), mais la faible réceptivité de ce type de propositions

dans l'opinion publique, en même temps que le versant néo-libéral du néo-conservatisme entraînent une toute autre stratégie.

C'est ainsi que les politiques néo-libérales de l'éducation et de la santé (privatisant ce qui était autrefois des politiques publiques) fonctionnent en synergie avec l'idée néo-conservatrice de réévangélisation de l'Europe initiée par Jean-Paul II. Si le curé de campagne et le patronage ont disparu, ils sont remplacés par d'aimables et avenants "conseillers" qui pratiquent un "coaching" individualisé et ciblé sur les cadres de la société ou veillent à des recollections destinées principalement aux élites, ou encore profitent du savoir-faire médiatique à travers des manifestations de masses spectaculaires comme les JMJ. L'imposition des valeurs préconisées par l'Église vise bien la société entière, mais opère cette rechristianisation par le biais de reconversions d'ordre individuel. Cette réévangélisation se présente sur le mode qui est celui de la réforme de l'État en France actuellement : un "tournant culturel" (18), une rupture détruisant le supposé artificialisme constructiviste et tentant de mettre un terme aux maladies modernes (le relativisme, le nihilisme).

Typiquement néo-conservatrice, cette réforme est supposée novatrice en même temps qu'elle permet un retour aux valeurs les plus archaïques et les plus réactionnaires.

Par exemple, ce ne sont pas seulement les chrétiens qui, s'ils pratiquaient l'IVG, sont condamnés (l'interdiction de l'interruption volontaire de grossesse pour un chrétien peut être un précepte normal), mais aussi le personnel de santé et les États qui permettent légalement ce que le Vatican désapprouve, ainsi que les citoyens qui choisiraient librement la taille de leur famille. Les conséquences de cette injonction sont politiquement considérables, dans la mesure où c'est le processus démocratique lui-même qui est mis en cause par l'Église, qui nomme démocratie le seul régime mettant en œuvre les principes qu'elle préconise.

« Le fondement de ces valeurs ne peut se trouver dans des "majorités" d'opinion provisoires et fluctuantes, mais seulement dans la reconnaissance d'une loi morale objective qui, en tant que "loi naturelle" inscrite dans le cœur de l'homme, est une référence normative pour la loi civile elle-même. » (19) Pour comprendre l'expression politique du mouvement néo-conservateur, il faut donc s'attacher à ses trois caractéristiques principales :

1) être un renversement de la modernité (philosophique, scientifique, laïque, humaniste, républicaine);

2) soutenir une “liberté” qui est surtout économique, mais le néo-libéralisme ainsi défini n’est pas seulement économique, il est l’« art politique d’imposer des normes, comme extension et dissémination des valeurs du marché à la politique sociale et à toutes les institutions ». (20) Il s’agit d’une politique très active de destruction de la démocratie libérale et de l’État de droit et non d’un “laisser-faire” ;

3) promouvoir un retour à des valeurs morales et sociales traditionnelles, appuyées sur une religion revenue dans l’espace public. S’agit-il d’un appel, classique dans le contexte de la droite religieuse, aux valeurs traditionnelles ?

Pas vraiment : la crise du capitalisme est ici présentée comme une crise spirituelle.

De même que le néo-libéralisme exige que l’autorité de l’État soit mise au service du marché, le néoconservatisme exige qu’elle soit mise également au service d’un retour à l’ordre et aux valeurs (l’Espagne, encore une fois, est un bon exemple de cette stratégie).

Les envolées sur la “crise du sens” (21) ne sont donc pas l’expression de convictions mais conduisent à toute autre chose : à sonner le glas de la démocratie libérale.

Dans la stratégie néo-conservatrice de conquête du pouvoir, l’État doit imposer sa propre réforme (la fin de la fonction de formation du citoyen par les institutions publiques, de la garantie par l’État du droit des personnes) à la société. L’idéal néo-libéral du modèle de l’entreprise et de la rentabilité imposé à l’État (en lieu et place du service public et de la solidarité) se combine à un communautarisme. La privatisation marchande du système public de santé ou d’éducation permet à la fois l’essor de l’enseignement confessionnel par exemple, et de la logique du marché.(22)

Selon ces critères, on voit mal comment même Marine Le Pen – voir sa discrétion sur la question du Mariage pour tous entrerait dans la catégorie néo-conservateurs.

Une mobilisation politique inédite a donc fédéré dans un processus concerté et organisé des groupes locaux, souvent confidentiels et minoritaires. La révolution néo-conservatrice initiée d’abord dans le domaine de la culture, a eu pour vecteur des élites restreintes qui se sont attachées à initier et conforter ce processus. La synergie entre des *think*

tanks, des spécialistes de communication, d'intellectuels activistes et de lobbyistes est le support d'une tentative de transformation de l'opinion. Le débat sur les racines chrétiennes de l'Europe, la défense de la famille comme fondement naturel de la société, la revendication d'une place publique pour les religions majoritaires, le discrédit organisé pour les valeurs de la laïcité, sont les thèmes les plus récurrents.

Le droit à l'avortement, le mariage pour tous, l'égalité entre les sexes, le supposé relativisme moral, l'oppressive neutralité de l'État, des lois et des institutions, les erreurs du darwinisme et de la biologie moderne sont parties des remises en causes fondamentales et concrètes. Par ces voies, les *value voters* des États-Unis tentent de prendre pied en Europe. ▲

1 - Par exemple C. Laval et P. Dardot, *La Nouvelle raison du monde*, La Découverte, 2009.

2 - L'ouvrage de Wendy Brown, *Les habits neufs de la politique mondiale*, constitue une brillante exception et nous lui devons beaucoup.

3 - Voir Norman Podhoretz, "The Adversary Culture and the New Class" in *The New Class ?*, New Brunswick, N.J., Transaction 1979.

4 - Philip Green, "Le Néo-conservatisme et les «contre-Lumières»", *Raisons politiques*, Presses de Sciences-Po, 83-90, p.2.

5 - Sauf si celle-ci est mise en scène et médiatisée à son profit.

6 - Quelques exemples : Jean Staume, *Au-delà de Darwin*, Acte Sud 2009; Aimé Richardt, *La Vérité sur l'affaire Galilée*, Éd. F-X de Guibert, 2009, conférence "Le Dieu neuronal – Religions et sciences cognitives" par Fabrice Clément (Université de Genève) à l'intérieur de l'étonnant laboratoire EPAER de l'École normale supérieure de Lyon.

7 - Journée d'étude de l'Université de Nancy le 12 mai 2011, sous l'égide d'une UMR CNRS, sur "L'épistémologie de la cosmologie : causalité, commencement, origine, religion". Pour qui sait lire, sur le créationnisme.

8 - Bernard d'Espagnat, *Implications philosophiques de la science contemporaine*, Cahiers des sciences morales et politiques, PUF, 2001, p. 7.

9 - Voir la revue *Connaître*, Cahiers de la l'Association Foi et culture scientifique, où l'on trouve nombre d'articles édifiants : “L'athée peut savoir quelque chose ?” (Roger Pouivet, n° 28, décembre 2007), “Quelle théologie après Darwin ?” (n°26-27, 2007 intitulé La création contre l'évolution), un numéro spécial sur la théologie naturelle avec des articles de Marie-Hélène Congourdeau, Jean-Michel Maldané, Jacques Arsac, Antoine Guggeheim. Le site du réseau Blaise Pascal (sciences-foi-rbp.org) est riche d'informations et inclut l'association des scientifiques chrétiens qui se propose de réagir à “l'intimidation laïciste dans le domaine scientifique”. Un colloque du 13 janvier 2007 intitulé *Science, matérialisme et foi*, réunit M.-H. Congourdeau sur la raison humaine, R. Pouivet (un athée ne peut justifier l'existence de nos capacités cognitives), etc.

10 - Voir par exemple l'Institut interdisciplinaire d'études épistémologiques de Lyon, émanation de l'Université catholique de Lyon, qui dispose d'une collection chez Vrin (*Science, histoire, philosophie*). L'épistémologie de la croyance est particulièrement répandue, la science étant supposée être une forme de croyance parmi d'autres, toutes les croyances étant fondées sur un socle commun – nous avons reconnu le paradigme évoqué plus haut – que l'épistémologie mettrait au jour. Voir le colloque de 2007, *Sciences et croyances* à l'ENS de Lyon avec une conférence de Michel Delsol intitulée “Science et philosophie – Matérialisme et croyance”.

11 - Voir parmi des myriades de propositions parentes sur le site de l'Opus Dei [opusdei.fr] le cycle “de la philosophie de la nature et de la connaissance” enseigné au centre culturel Garmes à Paris (16-10-2008) ou bien l'entretien de J. Grifone, “les limites du savoir scientifique” (31-05-2007). Voir également les colloques “Science et quête de sens” que l'UIP a tenu dans les locaux de l'UNESCO à Paris (printemps 2002).

12 - Parmi de très nombreux exemple, voir le colloque “Physique quantique et valeurs humaines” organisé à l'UNESCO par l'UIP avec la participation de Bernard d'Espagnat.

13 - On connaît bien la fondation Templeton. Le livre de Susan George, *La Pensée enchaînée. Comment les droites laïques et religieuses se sont emparées de l'Amérique* (Fayard 2007) dresse un tableau effrayant de la mise en place de cette idéologie aux USA. Nous nous trouvons devant sa mise en œuvre tardive et sa transposition dans le cadre européen.

14 - Yves Roucaute, *Le Néoconservatisme est un humanisme*, PUF, 2005; Dominique Folscheid (membre nommé par V. Pécresse au Conseil national des Universités), *Sexe mécanique*, La table ronde, 2002; Frédéric Nef et Pierre Livet, *Les Objets sociaux*, Hermann, 2009; Chantal Delsol (membre de l'Académie des sciences morales et politiques), *La république, une question française*, PUF, 2002, et avec Mathieu Grimpret, *Liquider Mai 68*, Presses de la Renaissance, 2008; Philippe Nemo, *Libéralisme et christianisme, L'Homme libre. Mélanges en l'honneur de Pascal Salin*, Éditions Les Belles Lettres, 2002, p. 452-474.

15 - F.B. Huyghe, *Quatrième guerre mondiale. Faire mourir et faire croire*, Éditions du Rocher, 2004.

16 - « Une résistance à la Gandhi éventuellement illégale » prône le *Printemps français* (Béatrice Bourges dans une interview du mensuel catholique d'extrême droite *Monde et vie*). En plus de l'usage d'une figure phare du progressisme dans un retournement rhétorique fréquent dans le néoconservatisme, on trouve ici l'expression d'un appel à sortir du cadre de la loi, à occuper les Champs Élysées.

17 - Philip Green, *art. cit.*

18 - Encyclique *Evangelium vitae*, chap. 3, 95.

19 - *Ibid.*, chap. 3, 70.

20 - Wendy Brown, *Les Habits neufs de la politique mondiale, néo-libéralisme et néo-conservatisme*, Les Prairies ordinaires, trad. fr. 2008. Ce courant à l'œuvre... *Deux livres illustrent assez bien cette stratégie en marche, l'un écrit par un scientifique qui tente de réintroduire un peu de rationalité dans ce débat, l'autre qui tente, une nouvelle fois, de promouvoir une laïcité qui n'en a que le nom.*